CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

FAUT-IL SOUTENIR LES GILETS JAUNES ?

Le rôle des positions de classe dans le mouvement climat

Yann Le Lann, Giuseppe Cugnata, Nathan Gaborit, Maxime Gaborit

Éditions Le Bord de l'eau | « Écologie & politique »

2021/1 N° 62 | pages 49 à 66

ISSN 1166-3030
ISBN 9782356877710

Article disponible en ligne à l'adresse :

https://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique-2021-1-page-49.htm

Distribution électronique Cairn.info pour Éditions Le Bord de l'eau.
© Éditions Le Bord de l'eau. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

© Éditions Le Bord de l?eau | Téléchargé le 30/11/2021 sur www.cairn.info via Sciences Po Paris (IP: 193.54.67.94)

Faut-il soutenir les Gilets jaunes ?
Le rôle des positions de classe dans le mouvement climat

Yann Le Lann, Giuseppe Cugnata, Nathan Gaborit et Maxime Gaborit

Le mouvement des Gilets jaunes, qui éclate en novembre 2018, est d'emblée présenté comme une révolte populaire hostile aux politiques écologiques refusant toute contrainte économique supplémentaire. Leurs revendications, leurs conditions sociales et leurs pratiques politiques concourent à opposer ce mouvement aux marches pour le climat nées deux mois auparavant. Ces contrastes sociaux, largement mis en scène, ont alimenté la représentation de l'écologie comme une thématique conflictuelle au sein de laquelle des groupes populaires réticents à payer le surcoût de l'écologie font face à des populations plus diplômées supposées être plus sensibilisées à la question.

Cette construction politique, scientifique et médiatique de ce champ de bataille, dans lequel les groupes précaires, chassés vers les zones périurbaines s'opposent aux « bobos » des centres-villes, contribue à la dépossession écologique des classes populaires[1]. Elle permet de justifier l'inertie des politiques publiques sur les enjeux écologiques à partir de ce refus populaire supposé, en positionnant les dirigeants politiques en arbitres agissant sous la contrainte de la pression sociale. De plus, elle fait l'impasse sur la complexité des rapports entre les mouvements qui, malgré des objets de revendication potentiellement antagonistes, ont engagé une partie de leurs activités respectives vers l'organisation d'une coexistence pacifique et d'une influence réciproque[2]. Pour les Gilets jaunes, la stratégie de déstigmatisation de l'étiquette « anti-écologique » s'est progressivement traduite par une volonté de pacification de ses rapports aux marches pour le climat. Pour le mouvement climat, l'irruption des Gilets jaunes après la deuxième marche parisienne a provoqué un doute profond sur ses modalités d'action et ses mots d'ordre. Alors que l'ambition des organisateurs des marches est de tenir une manifestation tous les mois[3], presque deux mois s'écoulent entre

1. J.-B. Comby, « Retour sur la dépolitisation des enjeux écologiques », dans Fondation Copernic (dir.), *Manuel indocile de sciences sociales. Pour des savoirs résistants*, La Découverte, Paris, 2019, p. 470-480.
2. M. Gaborit et T. Grémion, « Jaunes et verts. Vers un écologisme populaire ? », *La vie des idées*, 20 décembre 2019, <laviedesidees.fr>.
3. D'après les événements Facebook appelant à la manifestation, qui ont constitué le principal canal de popularisation des marches. *Cf.* <www.facebook.com/events/2217054808575846/>.

© Éditions Le Bord de l'eau | Téléchargé le 30/11/2021 sur www.cairn.info via Sciences Po Paris (IP: 193.54.67.94)

la manifestation du 13 octobre et celle du 8 décembre, dont les mots d'ordre se concentrent autour des enjeux de justice sociale et de justice climatique. Ce jour-là, la volonté des organisations est de trouver une formulation des revendications qui intègre l'irruption d'un mouvement contre la taxe sur l'essence. La recherche d'un cadre revendicatif faisant écho aux Gilets jaunes s'est imposée comme une nécessité pour les associations organisatrices, soit parce qu'elles craignaient d'apparaître en opposition à un mouvement populaire puissant, soit parce qu'elles estimaient que l'intégration des demandes des Gilets jaunes constituait une nécessité stratégique pour élargir l'audience de la cause climatique.

Loin de se satisfaire d'une position concurrente, les porte-paroles des deux mouvements ont donc cherché à adapter leurs positionnements militants. D'un point de vue transnational, cette dynamique engagée par certains secteurs du mouvement climat n'est pas accidentelle. La volonté d'action commune avec les Gilets jaunes poursuit le processus de « *framing* » que les mouvements environnementaux ont engagé au cours de la dernière décennie, en combinant la lutte contre la crise climatique et les revendications de justice sociale. Ce processus peut être lu comme une tentative de construire « des actions qui peuvent être poursuivies par des canaux beaucoup plus locaux et actifs », ramenant « le mouvement à ses racines radicales[4] ».

Si l'imaginaire de la *convergence* des luttes a été très largement porté par la diversité des associations organisatrices des marches pour le climat, l'établissement d'un positionnement médiatique positif et compréhensif entre les deux mouvements n'a pas permis la structuration *dans l'action* d'une *convergence* appelée de leurs vœux par de nombreux militants. La convergence reste circonscrite à des initiatives locales et des actions communes engageant des courtiers en politique[5] confrontés à des logiques de distinction sociale et des rapports à l'action trop divergents.

Cet écart entre les ambitions des porte-paroles du mouvement et le caractère conjoncturel et local des actions communes interroge. Une partie du mouvement climat, moins proche des associations organisatrices et plus modérée, est restée opposée à l'influence des Gilets jaunes sur les revendications. Si le qualificatif de « bobos » ne correspond à aucune réalité

4. D. della Porta et L. Parks, « Framing Processes in the Climate Movement. From Climate Change to Climate Justice », dans M. Dietz et H. Garrelts (dir.), *Routledge Handbook of the Climate Change Movement,* Routledge, Londres, 2014, p. 19-30.

5. D. McAdam, S. Tarrow et C. Tilly, *Dynamics of Contention,* Cambridge University Press, Cambridge, 2001 ; L. Mathieu, « Éléments pour une analyse des coalitions contestataires. La lutte contre le sida et le mouvement des chômeurs de "Nous sommes la gauche" à Occupation », *Revue française de science politique*, vol. 59, n° 1, 2009, p. 77-96.

© Éditions Le Bord de l'eau | Téléchargé le 30/11/2021 sur www.cairn.info via Sciences Po Paris (IP: 193.54.67.94)

sociale[6], cette accusation repose toutefois sur la persistance du fait que la pensée écologiste et ses manifestations sont investies majoritairement par les classes moyennes et supérieures[7]. En effet, les mobilisations pour le climat sont majoritairement composées des franges très qualifiées du salariat[8]. En particulier, la proportion de cadres et professions intellectuelles supérieures (CPIS) ou de fils/filles de CPIS, reste relativement stable dans l'ensemble des mobilisations que nous avons étudiées, autour de 50 %. On peut faire l'hypothèse que cet ancrage social des marches pour le climat complexifie les tentatives de jonctions avec les Gilets jaunes, dans la mesure où les classes supérieures ont été les plus clivées sur le soutien à ce mouvement populaire[9]. Si aucune opposition publique n'a été observée, la composition particulière des marches pour le climat aboutit tout de même à une diversité de positionnements sur les Gilets jaunes.

Pour analyser la pluralité des rapports aux Gilets jaunes au sein des marches pour le climat, nous nous appuyons sur les résultats de questionnaires collectés le 27 janvier 2019 et le 15 mars 2019. Dans cette enquête quantitative centrée sur le recensement des qualités sociodémographiques et des modalités d'engagement, le rapport aux Gilets jaunes s'est imposé progressivement comme une partie de notre objet d'étude en même temps qu'il constituait une thématique de division sourde du mouvement. Absente du premier questionnaire – sur la manifestation du 13 octobre –, nous avons voulu intégrer à la seconde vague de l'enquête l'attitude envers les Gilets jaunes (Agora pour le climat, place de la République, le 27 janvier 2019, et les grèves pour le climat du 15 mars 2019 à Paris, Nancy et Lille[10]) au moment où elle s'était imposée comme un élément central du débat démocratique.

Si nous mobilisons les résultats obtenus à l'occasion de l'Agora pour le climat, nous considérerons principalement les grèves pour le climat en tant qu'elles constituent la plus forte mobilisation des jeunes. Nous nous

---

6. J.-Y. Authier, A. Collet, C. Giraud, J. Rivière et S. Tissot (dir.), *Les bobos n'existent pas*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 2018.
7. H. Billemont, *L'écologie politique : une idéologie de classes moyennes*, thèse de doctorat en sociologie, Université d'Évry Val d'Essonne, 2006 ; S. Ollitrault, *Militer pour la planète. Sociologie des écologistes*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2008.
8. Quantité critique, « Grèves pour le climat : "La mobilisation des jeunes ne témoigne pas d'une diversification sociale" », *Le Monde*, 19 avril 2019.
9. À l'apogée du mouvement, en janvier 2019, une enquête de l'Ifop montre que 44 % des CPIS soutiennent le mouvement (16 %) ou ont de la sympathie pour lui (28 %), alors que les soutiens et les sympathisants représentent 71 % des classes sociales inférieures (ouvriers et employés) et 69 % des chômeurs. *Cf.* Ifop, *Le regard des Français sur les Gilets Jaunes,* janvier 2019, <www.ifop.com>.
10. Le 27 janvier 2019, nous avons obtenu 512 réponses au questionnaire. Le 15 mars 2019, 602 questionnaires ont été collectés à Paris, 462 à Lille et 308 à Nancy.

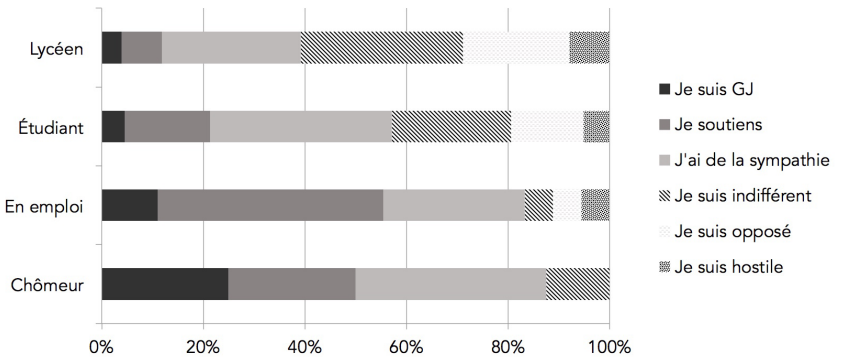
© Éditions Le Bord de l'eau | Téléchargé le 30/11/2021 sur www.cairn.info via Sciences Po Paris (IP: 193.54.67.94)

centrerons sur un recensement des propriétés sociodémographiques qui participent à établir un « terreau » de dispositions sur les Gilets jaunes, puisque c'est à partir de ces propriétés qu'est établie la thèse d'une opposition des militants climat aux Gilets jaunes. Nous faisons l'hypothèse que des différences de faibles amplitudes au sein du salariat qualifié participant fortement aux marches peuvent provoquer de grands écarts en matière d'attitude politique. Cependant, ces faibles différences parmi les manifestants contribuent, parfois, à l'établissement de relations de sympathie ou de soutien pour un mouvement marqué par son caractère populaire. Ces distinctions au sein de la marche pour le climat dessinent, en creux, deux rapports à l'écologie politique.

Se figurer et expérimenter le monde du travail : la construction progressive d'un jugement sur les Gilets jaunes

Toutes les parties du mouvement climat ne sont pas interpelées de façon homogène par les Gilets jaunes. Les plus jeunes et les plus éloignés du monde de l'emploi sont les plus nombreux à ne pas émettre de jugement sur cette mobilisation et à s'y opposer (*cf.* graphique 1).

Graphique 1. Positionnement sur les Gilets jaunes des manifestants du 15 mars en fonction du niveau d'études et de la situation d'emploi



Au sein de la marche du 15 mars, 32 % des lycéens mobilisés se déclarent indifférents aux Gilets jaunes contre 24 % des étudiants et uniquement 6 % des actifs en emploi. Alors que 58 % des étudiants se positionnent favorablement par rapport à ce mouvement, seuls 39 % des lycéens le font.

La modalité « indifférence » renferme potentiellement de nombreuses significations. Si elle peut exprimer le fait de ne pas être affecté, personnellement, par le mouvement des Gilets jaunes, elle peut révéler aussi un désintérêt vis-à-vis de ce combat ou encore un sentiment d'incompétence

© Éditions Le Bord de l'eau | Téléchargé le 30/11/2021 sur www.cairn.info via Sciences Po Paris (IP: 193.54.67.94)

pour juger de sa pertinence. Nous chercherons ici à expliquer ces « silences sociaux […] par la distribution d'autres propriétés sociales[11] ».

Deux explications complémentaires de cet écart dans le positionnement entre étudiants et lycéens peuvent être avancées. Premièrement, prendre position sur une question politique suppose l'acquisition d'une forme de compétence politique, comprise comme la capacité de se figurer la complexité du champ politique et d'attribuer un sens aux événements qui le composent[12]. Ainsi, lorsque l'on demande aux marcheurs pour le climat s'il est nécessaire de sortir du système capitaliste pour résoudre la crise écologique, le pourcentage de ceux qui se positionnent est amplement corrélé à l'avancée dans les études des répondants. De la même manière que pour le jugement sur les Gilets jaunes, cette question théorique et supposant des compétences recueille un plus haut taux de « refus de réponse » chez les lycéens (19 %) que chez les étudiants (6 %). Une partie de l'« indifférence » des lycéens aux Gilets jaunes serait donc à chercher dans ce sentiment d'incapacité à se positionner sur un objet énigmatique et lointain qui demande de mobiliser une approche théorique et stratégique de la compréhension du politique. Comme l'a montré Sébastien Michon, les étudiants sont certes marqués et façonnés par leur socialisation primaire, mais ces dispositions se trouvent souvent activées ou complétées dans le supérieur[13]. Plus compétents et disposés à assumer une opinion politique, les étudiants se positionnent donc plus volontiers sur les Gilets jaunes. Nous pouvons également faire l'hypothèse que le défaut de compétence politique des lycéens implique une perméabilité plus grande à la construction médiatique partiale et partielle de la mobilisation[14], ce qui se traduit notamment par leur plus grande propension à s'opposer aux Gilets jaunes.

Toutefois, cette explication par la compétence politique doit être articulée avec une autre dimension centrale de la construction du jugement sur les Gilets jaunes : la proximité avec le marché de l'emploi. Comme l'ont montré les enquêtes menées auprès de Gilets jaunes[15], ce mouvement est

---

11. J.-C. Passeron, F. Porto-Vazquez et F. de Singly, « Le questionnement et le silence. Contribution à l'interprétation des non-réponses », *Consommation. Revue de socio-économie*, n° 4, 1982, p. 3-11.
12. D. Gaxie, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Seuil, Paris, 1978.
13. S. Michon, « Les effets des contextes d'études sur la politisation », *Revue française de pédagogie*, vol. 163, n° 2, 2008, p. 63-75.
14. N. Souillard, B. Sebbah, L. Loubère, L. Thiong-Kay et N. Smyrnaios, « Les Gilets jaunes, étude d'un mouvement social au prisme de ses arènes médiatiques », *Terminal*, n° 127, 2020, <doi.org/10.4000/terminal.5671>.
15. Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, « Enquêter *in situ* par questionnaire sur une mobilisation. Une étude sur les gilets jaunes », *Revue française de science politique*, vol. 69, n° 5-6, 2019, p. 869-892 ; Quantité critique, art. cité.

© Éditions Le Bord de l'eau | Téléchargé le 30/11/2021 sur www.cairn.info via Sciences Po Paris (IP: 193.54.67.94)

avant tout porté par la frange précarisée des actifs et se construit sur la base d'une expérience commune de dévalorisation dans son emploi.

Les lycéens des grèves pour le climat, éloignés du marché de l'emploi, sont en partie protégés des problématiques qui animent la majorité des Gilets jaunes tandis que le jugement des étudiants se divise selon leur participation au marché du travail. L'analyse comparée du positionnement des étudiants ayant un emploi ou un travail en alternance montre une différence importante avec ceux qui, s'ils se préparent à y entrer, n'ont pas encore fait l'expérience du monde du travail. Un fossé se creuse alors entre les premiers, qui sont 11,5 % à se déclarer Gilets jaunes, et les seconds dont seulement 2,2 % se réclament de ce mouvement.

Dans la continuité de cette relation, on observe que les militants de l'Agora pour le climat, loin de l'indécision des marches de jeunes, n'ont quant à eux aucun mal à se positionner sur la question des Gilets jaunes. Cette manifestation, bien moins médiatisée que les précédentes, rassemble des profils militants plus engagés et intervient au cœur d'un moment d'affirmation de la dynamique des Gilets jaunes. L'enquête auprès de ces manifestants montre que les groupes les plus intégrés à l'emploi sont ceux qui refusent le plus les positions d'indifférence ou d'hostilité à l'égard des Gilets jaunes. Alors que 22 % des militants en études se déclarent indifférents par rapport au mouvement et 64 % d'entre eux se positionnent favorablement, le taux d'opinions favorables atteint 76 % chez les actifs en emploi et seuls 13 % d'entre eux se disent indifférents. La proximité avec le monde du travail est ainsi pertinente pour saisir l'appréhension des Gilets jaunes au sein du mouvement écologiste.

Ces comparaisons ne mettent pas simplement en jeu l'expérience de l'emploi, mais supposent aussi des positions sociales différenciées. Les étudiants en emploi sont en effet, plus souvent que les autres manifestants, issus des groupes les moins bien dotés. Ces fractures en termes de compétences politiques et de proximité avec le marché de l'emploi sur le soutien aux Gilets jaunes se redoublent de déterminations de classe en leur sein.

UNE DIVISION SOCIALE INTERNE À LA MOBILISATION

Les sondages d'opinion sur l'ensemble de la population française ont montré que les CPIS étaient les plus critiques vis-à-vis du mouvement des Gilets jaunes[16]. Pourtant, au sein du mouvement pour le climat, une majorité semble les soutenir. Comment, dans cette situation, se configure ce soutien

16. Ifop, *Balises d'opinion #80. Les Français et le mouvement des Gilets jaunes*, novembre 2019, <www.ifop.com>.

© Éditions Le Bord de l'eau | Téléchargé le 30/11/2021 sur www.cairn.info via Sciences Po Paris (IP: 193.54.67.94)

au vu des positions de classe ? Nous aborderons cette question de deux manières différentes : d'abord en montrant la position particulière vis-à-vis des Gilets jaunes des franges populaires ou précaires du mouvement pour le climat ; puis en mettant en évidence les fractures au sein des CPIS à propos des Gilets jaunes.

Le soutien spécifique des groupes populaires et précaires de la mobilisation

Les groupes populaires[17] sont très sous-représentés dans la mobilisation. Dans les marches, les manifestants ayant deux parents appartenant au salariat peu qualifié sont très rares. Toutefois, une partie de la population estime faire partie des franges populaires. À Nancy, ville de taille moyenne, une minorité conséquente de jeunes lycéens et étudiants (38 %) possèdent un parent employé ou ouvrier. Lorsqu'on les interroge sur leur sentiment d'appartenance à une classe, les divisions vis-à-vis des Gilets jaunes apparaissent. Les marcheurs pour le climat qui déclarent faire partie des classes populaires ou ouvrières soutiennent davantage les Gilets jaunes que les autres groupes (*cf.* graphique 2).

Les groupes populaires non seulement déclarent volontiers leur soutien ou leur sympathie avec le mouvement des Gilets jaunes, mais sont également les seuls à posséder une minorité consistante se considérant comme elle-même Gilets jaunes.

La situation budgétaire de la famille participe également à organiser le regard sur les Gilets jaunes (*cf.* graphique 3). Les répondants qui estiment que leur situation est « très difficile » ou « juste » sont respectivement 10 % et 9 % à s'identifier comme Gilets jaunes. Ce résultat nous informe sur l'image des Gilets jaunes et ce qu'elle représente pour les militants pour le climat. L'identification aux Gilets jaunes semble dépendre de positions sociales structurées par une expérience commune ou proche de la précarité.

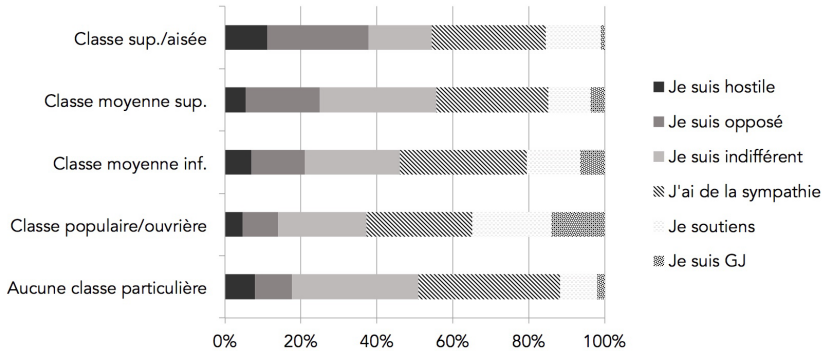
Ces résultats sont renforcés par les données obtenues lors de l'Agora pour le climat. Cet événement a rassemblé une population plus âgée que la grève du 15 mars 2019, avec une majorité d'actifs. Sur les 512 questionnaires collectés, 53 % ont été remplis par des personnes en emploi, 9 % par des personnes au chômage, 24 % par des étudiants, 11 % par des retraités, 3 % par des personnes avec un autre statut. Comme pour la grève pour le climat, le salariat qualifié est massivement présent : 60 % des personnes en emploi déclarent faire partie des CPIS, 14 % se déclarent

17. Les groupes populaires sont entendus ici comme ouvriers et employés, ou fils et filles d'employés et d'ouvriers.

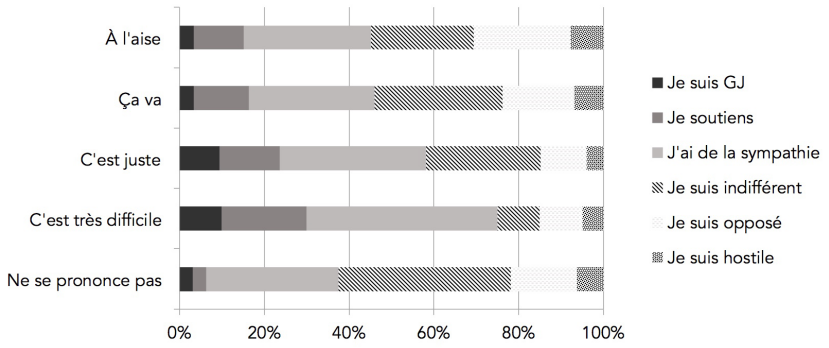
© Éditions Le Bord de l'eau | Téléchargé le 30/11/2021 sur www.cairn.info via Sciences Po Paris (IP: 193.54.67.94)

comme professions intermédiaires, 18 % comme employés, et seulement une personne se déclare ouvrier. Pourtant, la présence significative des chômeurs permet de formuler quelques hypothèses quant aux rapports entre positionnement de classe et soutien aux Gilets jaunes. En effet, 91 % des chômeurs que nous avons interrogés soutiennent les Gilets jaunes contre 76 % des personnes en emploi. Les résultats sont également très clairs quand on les questionne sur leur appartenance au mouvement. Vingt-neuf pour cent des chômeurs se considèrent comme Gilets jaunes contre seulement 12 % des actifs et 10 % des étudiants.

Graphique 2. Positionnement sur les Gilets jaunes des manifestants du 15 mars en fonction de l'appartenance subjective de classe



Graphique 3. Positionnement sur les Gilets jaunes des manifestants du 15 mars en fonction de leur situation budgétaire



Une première relation de sympathie à l'égard du mouvement des Gilets jaunes est donc liée au sentiment d'appartenance au groupe populaire, ainsi qu'à l'expérience de contrainte budgétaire. Si cette frange du mouvement est très minoritaire, elle correspond toutefois à un regard spécifique sur les Gilets jaunes conduisant à s'identifier à eux.

© Éditions Le Bord de l'eau | Téléchargé le 30/11/2021 sur www.cairn.info via Sciences Po Paris (IP: 193.54.67.94)

Les manifestants s'identifiant à la classe moyenne, aux groupes supérieurs ou à aucun groupe sont quant à eux beaucoup plus partagés. Si leur position sociale les conduit très rarement à se considérer comme Gilets jaunes, il est toutefois possible de repérer les terreaux sociaux sur lesquels se développe le soutien ou l'opposition.

Les divisions internes au salariat qualifié

Comme nous l'avons vu, l'essentiel de la population gréviste du 15 mars 2019 est composée de personnes dont les parents appartiennent au salariat qualifié. Ils sont également, dans leur grande majorité, de « bons élèves » avec une assurance scolaire très forte. Ils participent ou se projettent principalement vers les filières les plus sélectives. Quand ils étudient au sein de cursus non sélectifs, ils font souvent partie des étudiants qui obtiennent les meilleurs résultats.

Si cette population appartenant aux familles du salariat supérieur se présente comme un ensemble cohérent de positions scolaires, par rapport aux autres groupes socioprofessionnels, elle est très divisée sur ses orientations politiques. Contrairement aux manifestants plus précaires économiquement, les groupes issus du salariat supérieur possèdent en leur sein une minorité importante se déclarant hostile ou opposée au mouvement des Gilets jaunes.

Cette division politique se déploie sur une série de petites différences sociales dans lesquelles le secteur d'activité des parents joue un rôle déterminant. Deux secteurs du salariat supérieur sont particulièrement surreprésentés parmi les parents des manifestants. On retrouve en premier lieu un grand nombre de travailleurs des mondes de l'éducation et de la culture. Composé en grande partie de fonctionnaires, ce groupe est tourné vers des activités mettant au cœur de sa légitimation l'utilité publique et le soin des autres. Il est également composé de professionnels, notamment venus du monde associatif, plus éloignés des contraintes marchandes et organisationnelles des entreprises privées.

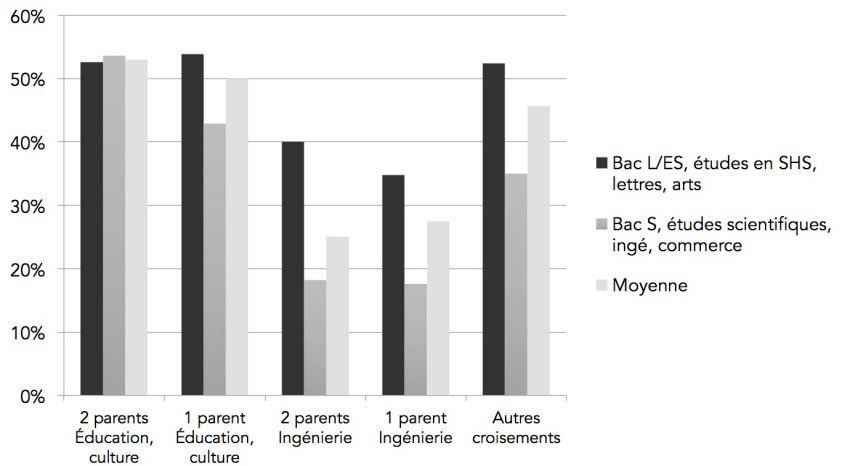
Cette caractéristique les distingue d'un second groupe de parents, les ingénieurs, informaticiens et techniciens. Cette population est, d'un point de vue du travail, caractérisée par le fait de posséder à la fois une forte compétence scientifique et d'être en emploi dans les entreprises privées. Ces deux univers professionnels au sein du salariat qualifié établissent des rapports aux Gilets jaunes très différents (*cf.* graphique 4).

Les manifestants possédant un ou deux parents dans le premier groupe sont nettement plus enclins à affirmer un soutien ou une sympathie pour les Gilets jaunes, respectivement 51 % et 53 % d'entre eux. Le nombre de parents appartenant à ce groupe « éducation-culture » ne semble pas

© Éditions Le Bord de l'eau | Téléchargé le 30/11/2021 sur www.cairn.info via Sciences Po Paris (IP: 193.54.67.94)

déterminant dans le fait de déclarer une attitude positive. En ce qui concerne les fils/filles du secteur « ingénierie », le soutien est beaucoup plus faible et est très nettement minoritaire parmi les enfants dont les deux parents appartiennent à ce secteur. Ces manifestants ayant deux ascendants du groupe « ingénieur » sont les plus profondément opposés et hostiles aux Gilets jaunes. Seuls 25 % d'entre eux soutiennent ou ont de la sympathie pour les Gilets jaunes. Cette relation particulière semble prolonger les résultats obtenus par Sylvie Ollitrault, sur les orientations spécifiques des ingénieurs dans le cadre des mobilisations écologiques. La promotion d'une écologie tournée vers la valorisation de l'expertise comme mode d'action, peu articulée aux autres luttes et moins tournée vers les modes de revendication les plus contestataires (manifestation, occupation, etc.) était déjà constitutive de leur mode de politisation[18]. De ce point de vue, la participation des fils/filles du groupe « ingénieur » aux marches pour le climat témoigne d'un regain d'intérêt pour les formes classiques de mobilisations collectives, mais celle-ci reste marquée par des dispositions politiques méfiantes vis-à-vis des mouvements qui ne sont pas étiquetés comme écologistes.

Graphique 4. Proportion de soutiens et de sympathisants des Gilets jaunes en fonction du secteur d'activité des parents et du choix de filière (grève du 15 mars)



Les rapports aux Gilets jaunes semblent être l'expression d'un schisme politique entre le salariat qualifié de la « main gauche de l'État[19] » et

18. S. Ollitrault, *op. cit.*
19. P. Bourdieu (dir.), *La misère du monde*, Seuil, Paris, 1993.

© Éditions Le Bord de l'eau | Téléchargé le 30/11/2021 sur www.cairn.info via Sciences Po Paris (IP: 193.54.67.94)

celui du management technique et scientifique des entreprises. Cette distinction recoupe en grande partie le mouvement de dualisation idéologique entre les travailleurs socioculturels et les managers décrits par Hanspeter Kriesi[20]. Chacune de ces fractions de classe semble déployer son engagement écologique et son rapport aux Gilets jaunes à partir de ses positionnements sur le libéralisme[21]. Le groupe des travailleurs socioculturels, selon Kriesi, s'ancre depuis les années 1990 dans une critique du système libéral et développe une propension à soutenir les positions égalitaristes et les politiques redistributives. De ce point de vue, la critique des Gilets jaunes à l'égard de la taxe sur les carburants leur semble probablement en grande partie justifiée, en tant que cette dernière organise une responsabilisation individuelle de la transition et un refus de prendre en compte la justice sociale. Ce groupe professionnel, parce qu'il possède des dispositions critiques particulièrement profondes vis-à-vis du libéralisme, serait donc plus enclin à articuler écologie et critique sociale. À l'inverse de cette trajectoire, les travailleurs du management, dont font partie les cadres ingénieurs et informaticiens, auraient développé une plus grande acceptation du libéralisme économique. L'intégration des contraintes marchandes, propre à leur position dans l'entreprise, les amène à se positionner en soutien des régulations qui préservent les logiques de la société de marché. Le mouvement des Gilets jaunes, en tant qu'il est fondé sur une critique de la responsabilisation individuelle en matière d'écologie et le rejet d'une certaine forme de « paternalisme libéral[22] », apparaît pour les enfants du secteur de l'ingénierie comme de fait moins justifié.

---

20. H. Kriesi, « The Transformation of Cleavage Politics. The 1997 Stein Rokkan Lecture », *European Journal of Political Research*, vol. 33, n° 2, 1998, p. 165-185.

21. Selon certaines études, la tendance de certains travailleurs socioculturels à adopter des positions plus redistributives et antilibérales proviendrait de l'ampleur du clivage de classe. Dans les pays où le clivage de classe est plus important, les nouveaux mouvements sociaux, y compris le mouvement écologique, n'ont eu d'autre choix que de reprendre les tendances antilibérales des anciens mouvements sociaux : « Par exemple, en France, où le clivage de classe et les autres clivages traditionnels sont restés forts, les nouveaux mouvements sociaux ont trouvé moins de place pour se mobiliser que dans les trois autres pays qu'ils ont étudiés (Allemagne, Pays-Bas et Suisse). Par conséquent, l'homogénéisation entre les deux secteurs des mouvements sociaux a dû aller plus loin dans les pays où le clivage de classe est plus fort » (N. Eggert et M. Giugni, « Homogenizing "Old" and "New" Social Movements. A Comparison of Participants in May Day and Climate Change Demonstrations », *Mobilization*, vol. 17, n° 3, 2012, p. 339, notre traduction). Dans l'étude d'Eggert et Giugni qui examine les manifestations écologistes en Belgique (faible clivage de classe) et en Suède (fort clivage de classe), il apparaît clairement que, avec la même présence de travailleurs socioculturels dans la manifestation, les manifestants écologistes suédois se positionnent davantage sur les tendances de gauche et de redistribution que les manifestants belges.

22. R. H. Thaler et C. S. Sunstein, *Nudge. Improving Decisions about Health, Wealth, and Happiness*, Yale University Press, New Haven, 2008.

© Éditions Le Bord de l'eau | Téléchargé le 30/11/2021 sur www.cairn.info via Sciences Po Paris (IP: 193.54.67.94)

Le choix de filière scolaire des manifestants permet de compléter ce premier repérage social des effets de la socialisation familiale. Quelle que soit la composition sociale du couple parental, les enfants choisissant une filière tournée vers les humanités ou les sciences sociales sont toujours plus prompts à soutenir les Gilets jaunes que ceux qui optent pour une filière scientifique. Les fils et filles de parents appartenant au groupe « éducation-culture » s'inscrivant en humanités et sciences sociales constituent la population la plus encline à affirmer soutenir les Gilets jaunes. Le choix de la filière semble particulièrement déterminant pour les manifestants ayant deux parents ingénieurs. Une partie des enfants de ce groupe choisissent de ne pas s'inscrire en filière scientifique. Cette orientation, qui établit une trajectoire ne reproduisant pas la position d'ingénieur, s'articule à un rapport au politique très spécifique. Quarante pour cent des enfants de couple d'ingénieurs inscrits en filière non scientifique soutiennent les Gilets jaunes, une propension qui dépasse celle de tous les autres profils dont les parents participent au secteur de l'ingénierie.

Ce choix de filière se fonde probablement sur une distance, choisie ou subie, avec le modèle parental. On peut également faire l'hypothèse que l'intégration de ces cursus alimente un approfondissement de la distance avec la socialisation politique propre aux ingénieurs. Au sein de ces filières, qui développent un intérêt pour le débat politique plus important que les filières scientifiques[23] et dont l'ancrage à gauche est plus marqué, ces fils et filles d'ingénieurs semblent s'éloigner des positions familiales. Cette distanciation par le choix de filière semble moins structurante lorsque les manifestants ont un seul parent appartenant au secteur de l'ingénierie.

Les manifestants issus des fractions de classe qualifiées engagent donc un jugement sur les Gilets jaunes qui diverge selon la profession de leurs parents et leur propension à la reproduire. Ce jugement différencié s'explique par une division des orientations politiques au sein du salariat très diplômé et éloigné des problèmes financiers. Si la socialisation reçue par les enfants de ces groupes les amène à participer davantage que d'autres groupes aux marches, ils ne le font pas à partir du même imaginaire politique. Les divisions internes au salariat qualifié produisent notamment une grande empathie chez les enfants des professionnels éducatifs, sanitaires et culturels. S'ils ne se considèrent pas comme Gilets jaunes, du fait du sentiment de ne pas appartenir au même monde social, ils peuvent toutefois reconnaître leur cause comme pleinement justifiée.

23. S. Michon, art. cité.

© Éditions Le Bord de l'eau | Téléchargé le 30/11/2021 sur www.cairn.info via Sciences Po Paris (IP: 193.54.67.94)

LE RÔLE DES POSITIONS SOCIALES EN FONCTION DU NIVEAU DE RADICALITÉ

Le mouvement de lutte contre l'inaction climatique, qui s'incarne dans les marches et les grèves pour le climat, est un « mouvement de mouvements[24] ». Il agglomère des profils politiques relativement différents. Entre les tenants d'une transformation radicale et les défenseurs d'une transition plus progressive, les caractéristiques sociales influencent différemment le positionnement vis-à-vis des Gilets jaunes.

La proximité avec le cœur du mouvement pour le climat semble rapprocher des Gilets jaunes. C'est notamment le cas à l'Agora pour le climat du 27 janvier 2019. Dans la mesure où il s'agissait d'une mobilisation de faible ampleur, qui rassemblait de nombreuses associations organisatrices, elle donne une image des caractéristiques sociodémographiques des franges les plus impliquées. Treize pour cent (68 personnes) de l'échantillon ont d'ailleurs pris part à l'organisation de l'événement (encadrement, montage et tenue de stands…). Parmi ces 68 militants, 14 se déclarent comme Gilets jaunes (21 %). Un sur deux déclare soutenir la mobilisation, et 32 % d'entre eux déclarent avoir de la sympathie pour eux. À titre de comparaison, chez ceux qui n'ont pas participé à l'organisation de l'événement, seuls 12 % se déclarent Gilets jaunes. Concernant le positionnement par rapport aux Gilets jaunes de ces manifestants non organisateurs, 30 % disent le soutenir, et 50 % disent avoir de la sympathie pour eux. Si pour les deux groupes, on dénombre ainsi 80 % d'opinions favorables, une proximité plus forte avec le mouvement s'exprime chez les organisateurs. La proximité avec le cœur du mouvement pour le climat semble donc jouer en faveur des Gilets jaunes.

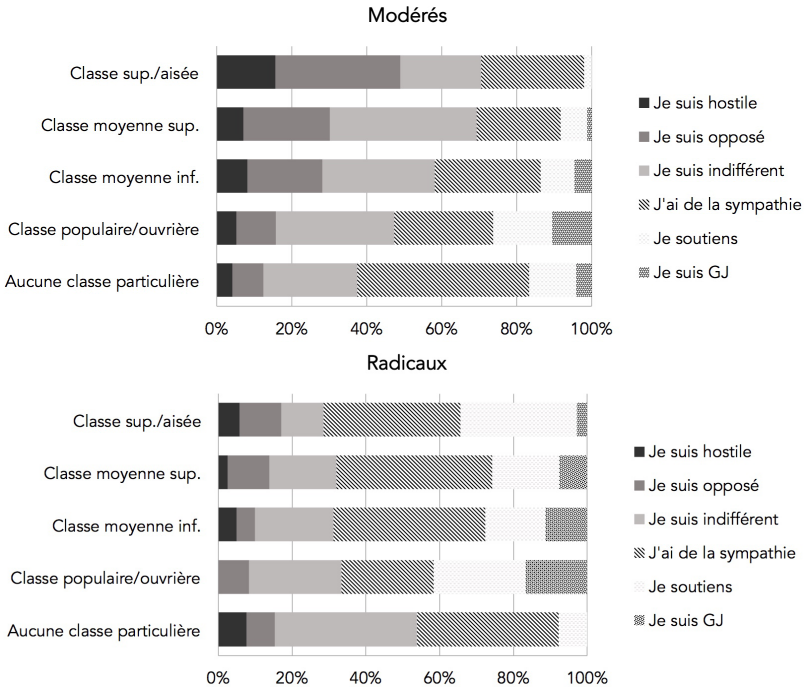
Le rôle de l'intégration au mouvement pour le climat est toutefois dédoublé par le niveau de radicalité qui participe également au fait de se positionner en faveur des Gilets jaunes. En effet, l'analyse statistique des marches construite à partir de questions portant sur les représentations idéologiques de l'écologie fait apparaître deux groupes de manifestants distincts, deux clusters, incarnant deux formes d'écologie différentes (*cf.* graphique 5). Le groupe des « modérés » exprime une volonté de transformation sociale progressive, avec également une capacité d'engagement dans les écogestes relativement faible. Bien qu'ils soient plutôt positionnés à gauche, ils maintiennent une croyance dans la capacité des responsables politiques à amorcer une transition écologique majeure. Ils sont également

24. F. Lajarthe, « Désobéir en masse pour la justice climatique. Retours sur Ende Gelände », *EcoRev'*, n° 48, 2020, p. 61-74.

© Éditions Le Bord de l'eau | Téléchargé le 30/11/2021 sur www.cairn.info via Sciences Po Paris (IP: 193.54.67.94)

enclins à remettre en cause le système économique, mais avec prudence. Ce groupe est aussi divisé sur la question de la responsabilité des actions individuelles dans la crise écologique : beaucoup d'entre eux pensent qu'elles sont la cause principale de la crise écologique. Cependant, ils pratiquent peu les écogestes. Par exemple, s'ils sont souvent engagés dans des boycotts, ils réduisent peu leur consommation de viande. Enfin, en ce qui concerne les modes d'action, ils soutiennent la désobéissance civile, mais se déclarent rarement prêts à la pratiquer. Seuls 1,5 % ont déjà participé à de telles actions et 33,4 % se disent prêts à le faire.

Graphique 5. Positionnement sur les Gilets jaunes des manifestants du 15 mars en fonction de l'appartenance subjective de classe et du niveau de radicalité



Le second groupe est quant à lui un groupe plus « radical ». Il s'agit d'une population disposée à une plus grande forme d'engagement corporel, qui pratique la désobéissance civile ou se déclare prête à y prendre part. Parmi les radicaux, 8,6 % ont déjà participé à de la désobéissance civile (blocage d'infrastructures polluantes), 66,2 % sont prêts à le faire et 21,8 % soutiennent les actions de blocage. Une partie de ce groupe peut également être favorable aux actions impliquant des dégâts matériels, même s'il est divisé sur cette question. Au-delà des « actions collectives », c'est aussi le groupe qui met en œuvre le plus grand nombre de changements

© Éditions Le Bord de l'eau | Téléchargé le 30/11/2021 sur www.cairn.info via Sciences Po Paris (IP: 193.54.67.94)

concernant sa consommation. Ils sont les plus nombreux à se dire végétaliens ou végétariens, ou du moins à limiter leur consommation de viande. Ils sont également les plus nombreux à pratiquer des actions de boycott, principalement à l'égard des entreprises capitalistes. Cet investissement des pratiques individuelles ne les empêche pas d'être largement en désaccord avec l'idée que le réchauffement climatique est avant tout la conséquence de mauvais choix individuels.

Ces oppositions idéologiques contribuent à établir un jugement distinct sur les Gilets jaunes. Chez les radicaux, 8 % se sentent Gilets jaunes, 19,3 % les soutiennent, 40,5 % ont de la sympathie pour eux et 14 % s'y déclarent hostiles ou indifférents. Quant aux modérés, seuls 2,4 % se déclarent Gilets jaunes, 7,6 % les soutiennent, 25,7 % ont de la sympathie pour eux, 34 % se déclarent indifférents et 30,3 % sont hostiles ou opposés au mouvement.

Les divisions sociales produisent des effets très différents sur le soutien aux Gilets jaunes au sein des modérés et des radicaux. Parmi les modérés, plus les manifestants considèrent appartenir à un groupe social élevé, moins ils soutiennent le mouvement. De ce point de vue, les participants se considérant comme membres de la classe supérieure ou aisée ont un regard très spécifique. Ils se distinguent par un niveau d'hostilité et d'opposition très important (49 %). Associés aux indifférents (22 %), la grande majorité de ce groupe (71 %) porte un regard négatif et distant sur les Gilets jaunes. Chez ceux qui considèrent appartenir au groupe populaire, ce jugement négatif ou indifférent vis-à-vis des Gilets jaunes est limité (33 %). On retrouve d'ailleurs, chez les modérés, cet ancrage social de l'opinion positive sur les Gilets jaunes à partir d'autres indicateurs comme le niveau de contraintes budgétaires. Plus un groupe se sent en difficulté financière, plus il soutient les Gilets jaunes.

À l'inverse, parmi les radicaux, ces différences d'attitude entre les groupes sociaux semblent s'estomper. Si très peu se considèrent eux-mêmes comme Gilets jaunes, ils présentent une grande homogénéité dans le rapport aux Gilets jaunes. Les manifestants radicaux se considérant comme membres d'une classe aisée ou supérieure sont très différents des modérés. Ce sont eux qui ont la plus grande proportion de jugements positifs vis-à-vis des Gilets jaunes (71 %). Cette population est également celle qui possède la plus grande part de personnes opposées ou hostiles, mais elle est circonscrite à 16 % du groupe. Le sentiment d'être Gilet jaune conserve une sectorisation parmi les classes populaires et moyennes inférieures, mais les différences d'opinions favorables avec les autres classes d'appartenance sont de très faible amplitude, notamment si on les compare à celle des « modérés ». Plus on se considère comme appartenant à un groupe faiblement doté en ressources sociales et économiques, plus

© Éditions Le Bord de l'eau | Téléchargé le 30/11/2021 sur www.cairn.info via Sciences Po Paris (IP: 193.54.67.94)

l'opposition aux Gilets jaunes régresse, la minorité ne soutenant pas les Gilets jaunes se déclarant indifférente.

L'engagement écologiste des radicaux les amène en matière de jugement politique à s'éloigner des logiques de distinction de classe. Ils se déploient vers une *écologie désectorisée*. Dans tous les groupes sociaux, leur positionnement sur l'écologie s'articule plus souvent que chez les modérés avec la critique de la xénophobie ou du capitalisme. La radicalité écologiste développe donc une sympathie plus forte pour les mouvements qui ne font pas de la lutte contre le réchauffement climatique leur priorité. Elle pense l'écologie comme une cause devant converger vers d'autres fronts de lutte.

Si l'appréhension des Gilets jaunes au sein des radicaux n'est pas organisée autour de la position sociale, elle est toutefois structurée par une distinction de genre. Seules 22 % des femmes de ce groupe soutiennent ou se disent Gilets jaunes quand c'est le cas de 38 % des hommes. Cette différence genrée se retrouve dans les réponses aux questions portant sur la disposition à faire ou à soutenir des actions supposant un engagement corporel « plus risqué ». Soixante-neuf pour cent des hommes de ce groupe sont favorables aux actions impliquant des dégâts matériels, dont 35 % l'ayant déjà fait ou se disant prêts à le faire contre 41 % des femmes, parmi lesquelles seules 17 % l'envisagent. Les femmes radicales sont ainsi plus souvent favorables que les hommes à un encadrement strict de la violence politique dans le cadre des opérations de désobéissance civile (*cf.* graphique 6).

Les femmes radicales perçoivent très majoritairement ce mouvement comme légitime sur le plan des revendications et leur taux de sympathie est identique à celui des hommes (40 %). Cependant, leur taux de soutien est inférieur (15 % contre 28 %) et 14 % d'entre elles se positionnent négativement vis-à-vis des Gilets jaunes ; probablement du fait d'un doute ou d'un désaccord sur leurs modalités d'action. Si le recours à la violence des groupes militants féminins a parfois été invisibilisé[25], ces résultats soulignent toutefois la manière dont la socialisation genrée conduit à des perceptions distinctes des Gilets jaunes au sein du groupe des radicaux dans le cadre du mouvement climat.

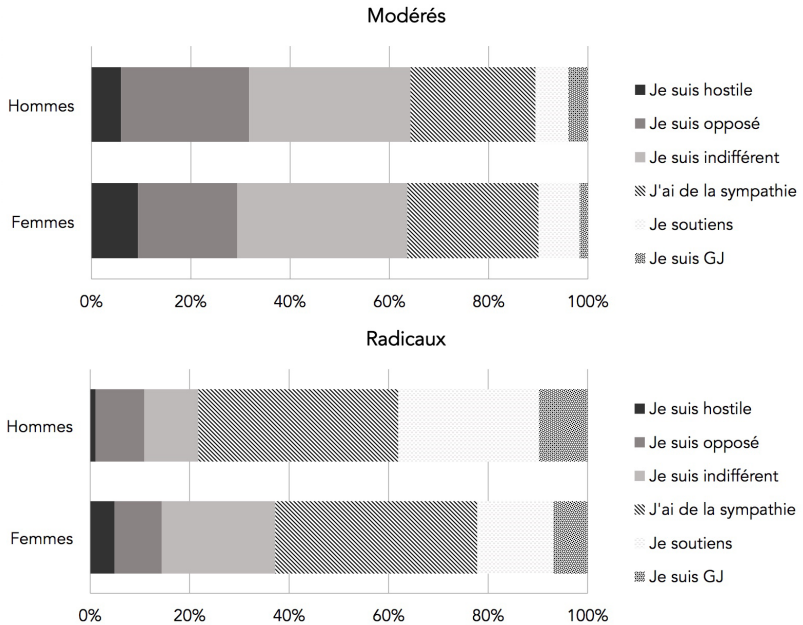
Une telle fracture n'apparaît pas chez les modérés. Ces derniers, quasiment unanimes aussi bien chez les hommes que chez les femmes pour rejeter les modes d'action décrits comme violents (affrontement avec la police, dégâts matériels) et associés aux Gilets jaunes, n'articulent pas leur soutien au mouvement sur la base de leurs modes d'action.

---

25. C. Cardi et G. Pruvost, *Penser la violence des femmes*, La Découverte, Paris, 2012.

© Éditions Le Bord de l'eau | Téléchargé le 30/11/2021 sur www.cairn.info via Sciences Po Paris (IP: 193.54.67.94)

Graphique 6. Positionnement sur les Gilets jaunes des manifestants du 15 mars en fonction du genre et du niveau de radicalité



Ainsi, pour les modérés, le jugement sur les Gilets jaunes est peut-être d'abord un jugement sur la légitimité de leur action, qui s'organise notamment autour d'une expérience parente de la dévalorisation sociale des occupants des ronds-points. Chez les radicaux, l'accord sur la légitimité de leur action semble très profond et partagé au-delà de toute expérience personnelle de difficulté financière ou de dévalorisation. Le soutien est d'abord lié à une conception de l'écologie comme espace de lutte à articuler à des enjeux connexes. Il est aussi un enjeu stratégique. Les radicaux sont les plus conscients de la très forte sectorisation sociale des mobilisations climat. Ils partagent, plus largement que les autres, la nécessité d'un dépassement de la base sociale actuelle de la mobilisation.

CONCLUSION

Le mouvement climat est loin de se considérer comme un mouvement concurrent des Gilets jaunes. L'hostilité des marcheurs pour le climat est très limitée, et se manifeste surtout chez les plus éloignés économiquement des conditions sociales qu'incarnent les Gilets jaunes, et chez ceux qui se situent à la lisière des marches, nouveaux manifestants ou manifestants occasionnels.

© Éditions Le Bord de l'eau | Téléchargé le 30/11/2021 sur www.cairn.info via Sciences Po Paris (IP: 193.54.67.94)

Chez ceux qui les soutiennent, les raisons sont multiples. Pour une part minoritaire, le soutien (et l'identification) se fait à partir d'expériences relativement proches de celles qui sont dénoncées par les Gilets jaunes, soit parce qu'ils seraient issus des classes sociales populaires, soit parce qu'ils rencontrent des difficultés budgétaires.

À cette convergence de proche en proche s'ajoute une seconde convergence, numériquement plus importante. Elle ne se fonde pas sur une expérience concrète de la précarité économique, mais sur une conception de ce que doit être l'écologie. Si ce second rapport de sympathie ne trouve pas sa source dans des expériences personnelles, elle n'en est pas moins liée à un ancrage précis au sein du salariat supérieur. Cette formulation de la cause environnementale est très présente chez les travailleurs de l'éducation et de la culture. Elle peut atteindre toutes les parties du salariat qualifié pour les profils les plus engagés. Dans ce cas, elle engage également un mouvement refusant les logiques de distinction de classe qui structurent le regard négatif des Gilets jaunes et ouvre une logique de reconnaissance de la légitimité de leurs revendications.

Yann Le Lann est sociologue, maître de conférences à l'université de Lille, membre du Centre de recherche Individus, Épreuves, Sociétés (CeRIES). Il est spécialisé sur les questions relatives au travail et coordonne le collectif de recherche Quantité critique sur les mouvements sociaux en France. **Giuseppe Cugnata** est doctorant en science politique et sociologie à l'École normale supérieure de Pise (Scuola Normale Superiore). Sa thèse porte sur les pratiques individuelles et collectives des manifestants pour le climat en France et en Italie. Il est membre du collectif de chercheurs Quantité critique. **Nathan Gaborit** étudie à l'École de la recherche de Sciences Po et à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Il travaille actuellement sur les mobilisations écologistes, les reconfigurations contemporaines du catastrophisme à travers le prisme du paradigme effondriste et le survivalisme en France. **Maxime Gaborit** est doctorant en science politique à l'université Saint-Louis–Bruxelles. Diplômé de théorie politique à Sciences Po et de philosophie contemporaine à l'EHESS, sa thèse porte sur les mouvements pour le climat et leur influence sur l'action publique. Avec le collectif de chercheurs Quantité critique, il étudie les mouvements sociaux (Gilets jaunes et marches pour le climat) à partir d'enquêtes par questionnaire réalisées en manifestations.

© Éditions Le Bord de l'eau | Téléchargé le 30/11/2021 sur www.cairn.info via Sciences Po Paris (IP: 193.54.67.94)